



CAPSULESMONDE

BULLETIN N° 4

SOMMAIRE

Mondialisation et culture

Politiques publiques

- Australie - [Stratégie pour le développement des industries créatives](#)
- Belgique - [Politique culturelle de la Communauté française](#)
- Nouvelle-Zélande - [Stratégie culture et patrimoine 2005-2009](#)

Indicateurs

- Canada - [Étude comparative du financement des arts dans divers pays](#)
-

Mondialisation et économie

Traité de libre-échange

- Amérique du Nord - [La saga du bois d'oeuvre, fin ou suite?](#)

Commerce international

- Amérique du Nord - [Impacts des mesures de sécurité américaines sur l'économie québécoise](#)
 - International - [Libéralisation de l'agriculture : gains pour les pays en voie de développement ?](#)
 - International - [L'impact de la Chine passe par les États-Unis.](#)
-

Mondialisation et éducation

L'internationalisation de l'éducation

- Canada - Québec - [Assurer une réussite internationale aux universités du Québec](#)
- International - [La réglementation nationale et ses effets sur les études supérieures transfrontalières](#)

Commerce et éducation

- International - [La santé financière des entreprises publiques d'enseignement supérieur](#)

Mondialisation et environnement

Les ressources naturelles

- International - [L'eau, une ressource convoitée](#)

Accords de libre-échange

- Amérique du Nord - [Le Comité consultatif public mixte: un pont entre le citoyen et l'ALENA](#)

Les changements climatiques

- International - [Bjorn Lomborg, l'auteur sceptique](#)

- International - [Un appel aux pays industrialisés dans la lutte contre les changements climatiques](#)

Mondialisation et santé

Tendances

- États-Unis - [Gestion des soins de santé](#)

Politiques et institutions

- Union Européenne - [Renforcer la coordination face aux urgences sanitaires](#)

Pandémies

- International - [Le point sur l'épidémie de SIDA](#)

Indicateurs

- OCDE - [Analyse du système de santé en Finlande](#)

Mondialisation et sécurité

Sécurité civile

- International - [La «popularité» des attentats terroristes](#)

Périmètres de sécurité

- Europe - [Modernisation des mesures douanières](#)

Haute technologie

- Europe - [Impacts des mesures biométriques](#)

Violence armée

- International - [Crimes de guerre](#)

Mondialisation et culture**Politiques publiques****Australie - Stratégie pour le développement des industries créatives**

Cette stratégie précise le modèle de coopération public/privé visant à soutenir le développement des industries créatives au Queensland et complète les politiques et programmes déjà existants. Les liens entre culture, économie et développement y sont exposés afin de répondre aux besoins de ces industries et de guider les responsables des politiques publiques. Des données statistiques permettent de mieux saisir le portrait de ces industries et leur place dans l'économie locale. La stratégie conjugue cinq principales initiatives transversales (relevant de la finance, de l'éducation, de l'innovation, de l'approvisionnement et du marketing) et de multiples interventions sectorielles (musique, cinéma, arts de la scène, etc.).

Queensland Government, Department of State Development, Trade and Innovation. Creativity is big business – A framework for the future, 2005.

<http://www.sdi.qld.gov.au/dsdweb/v3/documents/objdirctrled/nonsecure/p...>

Par : LEPPM

Belgique - Politique culturelle de la Communauté française

Issue des États généraux de la culture tenus en novembre 2005, cette politique favorise une plus grande cohérence en matière de culture, face aux changements résultant de la mondialisation et de l'évolution interne de ce secteur. Elle définit cinq principaux axes d'intervention. Une nouvelle gouvernance est au cœur de la réforme, révisant les modes d'investissement, supportant l'intégration des politiques culturelles internationales et communautaires et justifiant la création d'une nouvelle instance : le Conseil général des politiques culturelles. La diversité culturelle et la création sont ciblées, de même que la valorisation de la culture. Enfin, la politique mise sur l'accessibilité et la participation pour tous et préconise notamment, sous l'axe du financement, la concentration des moyens et la création d'une société de développement des entreprises culturelles.

Communauté française de Belgique. «Priorités Culture», Politique culturelle pluriannuelle proposée par Fadila Laanan, Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse, Conclusion des États généraux de la Culture, 7 novembre 2005.

http://www.cfwb.be/actualite/atelecharger/Priorit_sCulture.pdf

Par : LEPPM

Nouvelle-Zélande - Stratégie culture et patrimoine 2005-2009

La stratégie 2005-2009 en matière de culture et de patrimoine vise à assurer le développement de la culture en Nouvelle-Zélande en tenant compte des particularités nationales, mais aussi des impacts de la mondialisation – notamment de ses effets relatifs aux questions identitaires. L'amélioration de la communication et de la coopération entre les différents organes responsables de la culture, le développement de la fonction de conseil stratégique, le renforcement de la gouvernance dans les agences supportées par le ministère de la culture, l'amélioration des services, l'implantation de grands projets, ainsi que l'institutionnalisation de la sensibilisation à l'apport culturel sont les principales stratégies envisagées.

Te Manatu-Taonga/Ministry for Culture and Heritage. Statement of Intent 2005-2009. May 2005.

<http://www.mch.govt.nz/publications/soi-2005/MCH-SOI-2005.pdf>

Par : LEPPM

Indicateurs**Canada - Étude comparative du financement des arts dans divers pays**

La présente étude compare le financement des arts au Canada avec celui de divers pays, en tenant compte du financement global de la culture par pays - tous niveaux de gouvernement confondus -, tout comme du financement sectoriel des arts. L'étude plaide explicitement en faveur d'un financement accru des arts au Canada. Les résultats présentés dans ce rapport préliminaire sont partiels et doivent être pondérés en tenant compte des limites propres à la comparaison de données issues de pays diversifiés. Cependant, cette étude permet d'obtenir des indicateurs de la situation actuelle du Canada en matière de financement des arts.

Conseil des Arts du Canada. Étude comparative du financement des arts dans divers pays: Résultats préliminaires. Document préparé par Claire McCaughey, gestionnaire de la recherche, Octobre 2005.

<http://www.canadacouncil.ca/NR/rdonlyres/9277BCF9-B852-49A1-85CA-06DB6...>

Par : LEPPM

Mondialisation et économie**Traité de libre-échange****Amérique du Nord - La saga du bois d'oeuvre, fin ou suite?**

Le département du Commerce des États-Unis s'est plié, à contrecœur, à la décision du groupe d'étude chargé de régler le litige du bois d'oeuvre. Cette décision était favorable à la position du Canada. Plusieurs voient cette déclaration comme un repli stratégique. Les hyperliens suivants renvoient à la déclaration du secrétaire d'État au commerce, Carlos Gutierrez, au dernier rapport de l'OMC sur le sujet et à la dernière décision du groupe d'étude de l'ALENA chargé de régler le conflit.

http://www.commerce.gov/opa/press/Secretary_Gutierrez/2005_Releases/No...

http://www.wto.org/english/tratop_e/dispu_e/277rw-0_e.pdf

<http://www.nafta-sec-alena.org/app/DocRepository/1/Dispute/english/NAF...>

Par : LEPPM

Commerce international**Amérique du Nord - Impacts des mesures de sécurité américaines sur l'économie québécoise**

Les nouvelles mesures de sécurité aux frontières, imposées par les États-Unis, augmentent les temps d'attente et donc les coûts de transport. À l'ère des chaînes de production «juste à temps», le commerce québécois est fortement affecté par ces mesures et en subit l'impact économique. Ce texte du Cerium présente cette nouvelle réalité économique et propose des solutions pouvant en atténuer les effets.

http://cepea.cerium.ca/article.php3?id_article=312

Par : LEPPM

International - Libéralisation de l'agriculture : gains pour les pays en voie de développement ?

Cette étude donne un argument aux groupes de pression (dont l'Union des producteurs agricoles du Québec) qui s'opposent à la libéralisation de l'industrie agricole. Elle démontre en effet que les gains potentiels des pays en voie de développement, à la suite de la libéralisation de l'industrie agricole, seraient beaucoup moins importants que ce qu'espéré il y a à peine quelques mois. Ces découvertes vont à l'encontre de la position de plusieurs économistes qui affirment qu'en libéralisant l'industrie agricole, les pays en développement pourraient profiter au maximum de leur avantage comparatif dans ce domaine ce qui se traduiraient par des gains économiques substantiels pour eux.

<http://www.cepii.fr/anglaisgraph/workpap/summaries/2005/wp05-13.htm>

<http://www.cepii.fr/anglaisgraph/workpap/summaries/2005/wp05-12.htm>

Par : LEPPM

International - L'impact de la Chine passe par les États-Unis.

En finançant le déficit commercial et fiscal des États-Unis, la Chine maintient le taux de consommation des ménages américains à un niveau élevé. La vigueur de la demande américaine se fait ressentir au Canada et au Québec où la croissance économique reste forte et où le taux de chômage a atteint son point le plus bas en 31 ans. Par contre, ce scénario ne tient plus si la Chine en vient à vivre une crise financière majeure. Ce texte de l'IRPP étudie les effets possibles d'une crise financière chinoise sur les économies canadienne et québécoise.

<http://www.irpp.org/po/archive/dec04/leblond.pdf>

Par : LEPPM

Mondialisation et éducation

L'internationalisation de l'éducation

Canada - Québec - Assurer une réussite internationale aux universités du Québec

Les universités québécoises sont engagées depuis longtemps dans des activités internationales diverses et le dernier avis du Conseil supérieur de l'éducation construit son analyse à partir de ce contexte. Dans ce document, nous retrouvons quatre orientations autour desquelles s'articulent les arguments du Conseil : soutenir les professeurs pour qu'ils puissent accéder aux groupes de recherche internationaux; favoriser la mobilité étudiante; consolider les partenariats entre les universités du Québec et étrangères; internationaliser les curriculums. Le Conseil fait un bilan de ces orientations, en plus de relever les défis qui y sont reliés tout en émettant des recommandations.

Conseil supérieur de l'éducation. «L'internationalisation: nourrir le dynamisme des universités québécoises». novembre 2005.

<http://www.cse.gouv.qc.ca/pdfs/50-0449.pdf>

Par : LEPPM

International - La réglementation nationale et ses effets sur les études supérieures transfrontalières

Dans ce document, les auteures dressent un portrait des possibilités pour une université de s'établir à l'étranger en tenant compte des normes en vigueur et du degré d'ouverture du pays. Il est ainsi très instructif d'analyser les impacts de ces normes quand il y a présence ou non d'établissement d'enseignement supérieur. Les conséquences de ces activités transfrontalières ne sont pas clairement établis. Cependant, les auteures signalent qu'il y a une tendance lourde pour le développement d'un cadre réglementaire dans ce secteur au niveau régional mais également au niveau international.

Verbik, Line et Lisa Jokivirta. «National regulatory approaches to transnational higher education.» International Higher Education N 41, the Boston college center for international higher education (Automne 2005).

Par : LEPPM

Commerce et éducation

International - La santé financière des entreprises publiques d'enseignement supérieur

Des entreprises publiques qui offrent des services à l'étranger dans le secteur des études supérieures ? Cela existe et «l'Observatory on Borderless Higher Education»(OBHE)les relève, à l'aide d'un index, en analysant leurs activités, mais plus particulièrement leurs résultats financiers ainsi que la valeur de leurs actions. Par ailleurs, le but ultime de cet index est de fournir un cadre d'analyse des intérêts commerciaux qui sont porteurs dans ce secteur en pleine expansion.

La première partie, publiée en septembre 2005, fait état d'un portrait diversifié des sociétés américaines dominé surtout par des universités à but lucratif et de grands conglomerats. La deuxième partie, publiée en novembre 2005, est davantage axée sur les relations qui existent entre ces firmes et les établissements à but non lucratif. De cette partie du rapport, l'OBHE tire la principale conclusion que le monde des affaires demeure à l'affût des services universitaires d'enseignement et ce, dans l'intérêt commercial que revêt ce secteur.

Garrett, Richard. The Global Education Index 2005, Part one : Public Compagnies-Share Price and Financial Results. Observatory on Borderless Higher Education, November 2005.

Garrett, Richard. The Global Education Index 2005, Part two : Public Compagnies-relationships with non-profit higher education. Observatory on Borderless Higher Education, November 2005.

<http://www.obhe.ac.uk/>

Par : LEPPM

Mondialisation et environnement

Les ressources naturelles

International - L'eau, une ressource convoitée

L'eau serait-elle devenue une marchandise ? Sans en arriver à ce constat, l'auteure construit son analyse juridique autour de cette logique marchande pour vendre et échanger cette ressource sur les marchés mondiaux et régionaux. Nous pouvons constater l'importance qu'accorde l'auteure à considérer l'eau comme un bien et une ressource commune pour les êtres humains, mais également pour la biosphère. L'objectif est double : sensibiliser les lecteurs aux conséquences de la marchandisation de l'eau et présenter un portrait mondial du contexte juridique dans lequel évolue le droit international de l'eau.

Paquerot, Sylvie. Eau douce, la nécessaire refondation du droit international. Presses de l'Université du Québec, 2005.

Par : LEPPM

Accords de libre-échange

Amérique du Nord - Le Comité consultatif public mixte: un pont entre le citoyen et l'ALENA

Le présent document permet aux citoyens de se familiariser avec le Comité consultatif public mixte (CCPM), organe de la Commission de coopération environnementale de l'Amérique du Nord (CCE). Le plan stratégique contient, outre la mission et les objectifs du Comité, leur vision pour les prochaines années qui comprend trois priorités : l'information nécessaire à la prise de décisions ; le renforcement des capacités ; les liens entre l'environnement et le commerce. Le Comité est un organe consultatif public trilatéral. Composé de cinq membres provenant de chacun des trois pays signataires de l'ALÉNA, il émet des avis au Conseil de la CCE sur les questions d'environnement en tenant compte des observations et des suggestions du public. En ce sens, le Comité n'a pas d'équivalent au sein des organisations internationales en environnement.

Comité consultatif public mixte (CCPM). Notre avenir au sein de la CCE. Plan stratégique du Comité consultatif public mixte pour 2006 à 2010, ébauche pour commentaire du public, novembre 2005.

<http://www.cec.org/files/PDF/JPAC/JPACStrategicPlan-Draft-PublicCommen...>

<http://www.cec.org>

Par : LEPPM

Les changements climatiques

International - Bjorn Lomborg, l'auteur sceptique

Dans ce numéro de « Futuribles », trois auteurs se consacrent à l'étude des écrits de Bjorn Lomborg, statisticien danois, auteur du célèbre ouvrage « L'écologiste sceptique », et membre fondateur du « Consensus de Copenhague » qui réunit une brochette d'économistes, dont quelques prix Nobel. Le but de ce panel d'experts est d'établir des priorités sans tomber dans les scénarios catastrophes qu'ils veulent d'ailleurs réfuter. Dans le contexte des discussions sur les changements climatiques, ces analyses revêtent un intérêt particulier. On y met en perspective le travail du « consensus », on y évalue les postulats optimistes de Lomborg à l'aune de la science et on tente d'expliquer le succès qu'a connu cette approche.

Falque, Max. Le consensus de Copenhague. «Une autre vision du développement durable selon Bjorn Lomborg.» Futuribles, numero 306 (mars 2005).

Lebeau, André. «Reflexion sur l'environnementaliste sceptique par Bjorn Lomborg.» Futuribles, numero 306 (mars 2005).

Theys, Jacques. «Malaise sur l'environnement. L'ecologiste sceptique comme symptome.» Futuribles, numero 306 (mars 2005).

Par : LEPPM

International - Un appel aux pays industrialisés dans la lutte contre les changements climatiques

Prendre les devants par des engagements clairs pour la réduction des gaz à effet de serre (GES) au-delà de 2012, voilà le message que lancent les auteurs de ce document aux pays industrialisés. Une partie importante de l'étude est d'ailleurs consacrée à l'explication de la méthode de différenciation utilisée dans l'annexe 1 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Celle-ci consiste à procéder à une distinction volontaire des pays selon leur contexte national dans la lutte pour la diminution des gaz à effet de serre. Cette méthode, qui contient trois critères de réduction des GES (la responsabilité, la capacité et le potentiel), devrait être utilisée, selon les auteurs, dans le cadre des négociations en vue d'une nouvelle entente après 2012. Il sera intéressant de suivre ce dossier à la lumière des engagements contractés par les États parties au Protocole de Kyoto et à la CCNUCC sur ce sujet lors de la Conférence de Montréal.

Bernd Brouns, Herman E. Ott. «Taking the Lead: Post-2012 Climate targets for the North, Towards adequate and equitable future climate commitments for industrialised countries.» Wuppertal Institute for climate, environment, energy, no 155 (November 2005).

<http://www.wupperinst.org/Publikationen/WP/WP155.pdf>

Par : LEPPM

Mondialisation et santé

Tendances

États-Unis - Gestion des soins de santé

Le présent article examine les approches relatives à l'endiguement des coûts des soins de santé aux États-Unis. Les auteurs examinent le passage d'une approche de gestion des soins de santé («Managed care») à une approche axée sur le consommateur («Consumer Driven Health Care») et ce que cela implique en matière de coûts et de répartition des responsabilités. Outre les caractéristiques propres à ces modèles, les facteurs qui les influencent et qui en découlent, dépendent grandement de l'environnement économique national où ils s'inscrivent. Les auteurs jugent difficile, à ce stade, d'évaluer l'impact de cette transition des approches, d'un point de vue international. Cependant, ils supposent que l'Europe et la communauté internationale pourraient tirer des leçons avantageuses de l'expérience étatsunienne, en la conjuguant à leurs propres points forts.

Lagoe, Ronald, Deborah L. Aspling et Gert P. Westert. Current and future developments in managed care in the United States and implications for Europe. Health Research Policy and Systems, 17 March 2005.

<http://www.health-policy-systems.com/content/pdf/1478-4505-3-4.pdf>

Par : LEPPM

Politiques et institutions

Union Européenne - Renforcer la coordination face aux urgences sanitaires

Cette communication émerge dans un contexte où les États ont dû se doter de nombreux plans afin de contrer les menaces accidentelles (ex : épidémies) ou délibérées (ex : bioterrorisme) à la sécurité sanitaire. Face à la multiplication de plans spécifiques à une maladie, il apparut essentiel de tracer les principes de plans généraux applicables à des types diversifiés d'urgences sanitaires. Cette communication expose les principes de tels plans, favorisant ainsi la coordination et l'interopérabilité. Les six éléments essentiels d'une planification générale de la préparation exposés dans cette dernière sont : la gestion de l'information ; la communication ; les avis scientifiques ; les structures de liaison, de direction et de contrôle des opérations ; la préparation du secteur de la santé et la préparation dans tous les autres secteurs, y compris la préparation intersectorielle.

Commission des Communautés européennes. Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen,

au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur le renforcement de la coordination de la planification générale de la préparation aux urgences sanitaires à l'échelon de l'Union européenne, Bruxelles, 28 novembre 2005.

http://europa.eu.int/comm/health/ph_threats/com/Influenza/COMM_PDF_COM...

Par : LEPPM

Pandémies

International - Le point sur l'épidémie de SIDA

Le présent rapport permet de constater l'ampleur de l'épidémie de SIDA à l'échelle mondiale. Malgré l'accroissement et l'amélioration des mesures de lutte, elles ne suffisent pas à enrayer l'expansion de la maladie. Il importe, à ce titre, de viser l'accès universel à la prévention, au traitement (les écarts à ce niveau demeurant un enjeu crucial), à la prise en charge et à l'atténuation de l'impact du VIH. L'accès universel suppose la coordination d'approches radicalement différentes. Le rapport souligne la pertinence de stratégies ciblant «le niveau le plus élevé possible d'intégration des services», ainsi que la nécessité d'actions dépassant le simple cadre sanitaire, afin de lutter contre les facteurs sociaux favorisant la propagation du virus. Le rapport martèle la nécessité d'intensifier et d'élargir les efforts au niveau global et comporte une section consacrée à l'intensification de la prévention.

Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA), Organisation mondiale de la Santé (OMS). Le point sur l'épidémie de SIDA, Rapport spécial sur la prévention du VIH, Décembre 2005.

http://www.unaids.org/epi2005/doc/EPIupdate2005_pdf_fr/epi_update_2005...

Par : LEPPM

Indicateurs

OCDE - Analyse du système de santé en Finlande

Le présent document évalue la performance du système de santé en Finlande en considérant le financement, l'offre de services, les investissements, la gouvernance, ainsi que les modes d'assurance et de paiement. À travers cette analyse, le document examine également les récentes réformes et la capacité du système à faire face aux défis issus de tendances communes à d'autres pays de l'OCDE, tels les délais pour l'obtention de certains services, les coûts des nouvelles technologies de la santé, le vieillissement de la population, etc.

OECD. Reviews of Health Systems - Finland, OECD Publishing, 18 November 2005.

http://www.oecd.org/document/47/0,2340,fr_2649_37407_35808943_1_1_1_37...

Par : LEPPM

Mondialisation et sécurité

Sécurité civile

International - La «popularité» des attentats terroristes

Bien qu'il ne se soit pas encore produit d'attentats suicides au Canada, cette forme de terrorisme se répand de plus en plus à travers le monde. Ce texte de l'OTAN applique la théorie du "tipping point" au terrorisme. Selon cette théorie, un phénomène social reste marginal jusqu'à ce qu'il atteigne un point de non retour à partir duquel il devient de plus en plus fréquent.

<http://www.isn.ethz.ch/pubs/ph/details.cfm?id=14335>

Par : LEPPM

Périmètres de sécurité

Europe - Modernisation des mesures douanières

Bien que les mesures sécuritaires nord-américaines tendent à s'uniformiser, l'Amérique du Nord accuse un retard par rapport à l'Union européenne dans ce domaine. La Commission européenne vient d'adopter des mesures qui visent à simplifier et à uniformiser davantage son système de contrôles douaniers. Ces nouvelles politiques renforceront son périmètre de sécurité émergent.

http://europa.eu.int/comm/taxation_customs/customs/policy_issues/e-cus...

http://europa.eu.int/comm/taxation_customs/resources/documents/common/...

http://europa.eu.int/comm/taxation_customs/resources/documents/common/...

Par : LEPPM

Haute technologie

Europe - Impacts des mesures biométriques

L'Amérique du Nord s'intéresse de plus en plus à la biométrie en matière de sécurité, mais le champ d'application de cette technologie dépasse largement le cadre de la sécurité. Cette étude européenne porte sur l'impact des mesures biométriques sur la vie privée des européens ainsi que sur les possibilités économiques associées à cette nouvelle technologie.

<ftp://ftp.jrc.es/pub/EURdoc/21585-ExeSumm.pdf>

<ftp://ftp.jrc.es/pub/EURdoc/eur21585en.pdf>

Par : LEPPM

Violence armée

International - Crimes de guerre

En octobre 2000, le gouvernement du Canada a adopté la Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre. Elle vise les personnes qui ont commis des crimes de ce genre à l'étranger mais qui habite maintenant au Canada. Le 19 octobre 2005, la Gendarmerie royale du Canada a appréhendé une personne pour la première fois en vertu de cette loi.

http://www.rcmp-grc.gc.ca/news/n_0525_f.htm

<http://lois.justice.gc.ca/fr/C-45.9/texte.html>

Par : LEPPM